

rh19

Revue d'histoire du XIXe siècle

Numéro 1 (1985)
Varia

Rémi Gossez

Éléments pour un historique de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle 1904-1940

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Rémi Gossez, « Éléments pour un historique de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle 1904-1940 », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 1 | 1985, mis en ligne le 20 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index2.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://rh19.revues.org/index2.html>

Document généré automatiquement le 29 septembre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Rémi Gossez

Éléments pour un historique de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle 1904-1940

- 2 “Le meilleur hommage qu’on puisse rendre au passé, surtout à un passé si voisin de nous et encore objet de jugements si passionnés et si contradictoires, c’est de verser à flots la lumière sur ce qui fut volcan en éruption et n’est plus désormais que lave encore chaude, mais déjà refroidie”.
- 3 Cette conclusion d’un texte inédit ¹ de Georges Renard, fondateur de la Société, peut définir ce qu’elle a accompli sous sa direction de 1904 à 1930, puis ce qu’elle est devenue depuis sa disparition, le 17 octobre 1930.
- 4 Lors du vingt-cinquième anniversaire de la Société, Renard rappelait sa naissance, comme un “rameau détaché de la Société d’Histoire moderne”, celle-ci n’ayant pas accepté de créer une section vouée à l’étude du milieu du XIX^e siècle.
- 5 L’exemple des résultats importants obtenus par la Société d’histoire de la Révolution n’était pas étranger à cette suggestion

De la création de la Société à la première guerre mondiale

- 6 Dans l’été 1903 le rédacteur en chef du Temps, Henri Michel, chargé de cours à l’Université de Paris, offrit à Renard de la reprendre en créant une Société autonome. Le Comité d’initiative comprit A. Aulard, P. Baudin, ancien ministre, Ad. Carnot, directeur de l’École des Mines, P. Caron, archiviste, A. Debidour, inspecteur général E. Denis, professeur à l’Université de Paris, Maurice Faure, sénateur, G. Geffroy, homme de lettres, H. Michel, G. Renard, Ch. Schmidt, archiviste aux Archives nationales.
- 7 Début février 1904, un appel aux adhésions spécifiait le double but poursuivi “avant tout organiser scientifiquement le labeur historique devenu possible sur une période défigurée par une foule de légendes, en seconde ligne, travailler à répandre les idées de 1848, considérées comme le développement naturel et logique des idées de la Révolution”.
- 8 Le 24 février, devant une soixantaine de personnes assemblées dans l’amphithéâtre Quinet, Adolphe Carnot rappellera quel mouvement d’idées s’était produit de 1830 à 1848 chez les penseurs, s’était poursuivi dans les masses populaires et avait retenti dans d’autres pays d’Europe. Or, “l’intervalle qui nous en sépare est suffisant pour que les appréciations soient équitables” et “quelques témoignages pourront être rapportés par des contemporains de la Révolution de 1848 et par des descendants immédiats des hommes qui ont pris part soit aux événements, soit au mouvement philosophique et social qui a donné son caractère spécial à cette révolution”.
- 9 Des statuts furent discutés et votés, ils n’ont guère été modifiés par le décret de 1933, déclarant la société reconnue d’utilité publique, qui entérinera la décision de 1916 d’étendre l’objet de ses études aux révolutions du XIX^e siècle.
- 10 Un Comité directeur fut composé de 32 membres, parmi lesquels, outre ceux du Comité d’initiative, figuraient Camille Bloch, inspecteur général des bibliothèques et des archives, Henri Brisson, président de la Chambre, Sébastien Charléty, professeur à l’Université de Lyon, E. Dejean, directeur des Archives, Armand Dayot, inspecteur des Beaux-Arts, Lucien Descaves, homme de lettres, E. Espinas, professeur à l’Université de Paris, M. Fallières, président du Sénat, Ferdinand Dreyfus, avocat, ancien député, Mme Charles Floquet, Anatole France, Ch. Gide, Jean Jaures, E. Levasseur, membre de l’Institut, Louis Liard, recteur de l’Université de Paris, A. Millerand, député, ancien ministre, le général Pedoya, ancien

commandant de corps d'armée, Ph. Sagnac, professeur a l'Université de Lille, Ch. Seignobos, maître de conférences a l'Université de Paris.

- 11 Le bureau, élu le 29 février, était présidé par Ad. Carnot, assisté de Aulard, Maurice Faure, Millerand, Michel, secrétaire général avec Pierre Caron pour adjoint, G. Renard était rédacteur en chef du bulletin de la Société et C. Bloch, trésorier.
- 12 Parmi ses 182 membres de 1904, on note les noms de descendants d'Arago, Barbes et Flocon, en compagnie de Albert Bayet, Henri Berr, Léon Blum, Georges et Hubert Bougin, Léon Brunschwig, Mme Charras, Jules Claretie, Armand Dennery, Eugène d'Eichtal, Paul Faure, Octave Festy, Ferdinand Flocon, Eugène Fournière, Genêt père, A. M Cossez, Michel Goudchaux, Octave Greard, E. Halevy, Émile Kahn, président de la Ligue des Droits de l'Homme, --également représentée par sa section d'Angoulême--, Levy-Bruhl, René Lisbonne, Lyon-Caen, Albert Mallet, Paul et Victor Margueritte, Albert Mathiez, Noël Parfait, Raymond Poincaré, Joseph Reinach, Romain Rolland, Albert et Maurice Sarraut, Camille Sée, Albert Thomas, Weulersse.
- 13 Lucipia, conseiller municipal de Paris, bien connu par son rôle en 1870 et 1871, disparut des la création de la société dont il était membre. Henri Michel également né a Metz en 1857, il était d'origine alsacienne normalien, sorti en 1880, il devint, deux ans après, rédacteur au "Temps" Sa thèse sur *L'Idée de l'État*, Paris, 1896, in 8°, 650 p., embrasse l'ensemble des systèmes de philosophie politique, en particulier ceux de Villeneuve-Bargement, Tocqueville et Renouvier, professeur a l'École Normale de Sevres, la crise boulangiste l'amène a quitter le *Temps* et, en 1896, il est chargé de cours a l'Université de Paris ou son enseignement, d'abord, s'attache a Quinet et Michelet. Malgré son décès en octobre 1904, les comptes rendus dans les deux premiers bulletins sont de lui.
- 14 La Société se promettait d'organiser des conférences a Paris et en province, et par son bulletin, d'être un lien entre tous les travailleurs qui, en France et a l'étranger, se livrent a l'étude de la période dont 1848 est le centre.
- 15 Dans un "Coup d'œil sur nos travaux futurs", G. Renard traçait au bulletin un programme : publication de documents inédits, des témoignages oraux recueillis, de lettres, mémoires et récits, réservant une grande place a la critique des livres, aux études originales ou aux travaux en préparation. La bibliographie était confiée a P. Caron.
- 16 Renard voyait des points de contacts entre l'époque de 1848 et celle de 1904, s'agissant de théories, entre celles de Tolstoï et Leroux ou entre celles de Marx et Proudhon. S'agissant d'applications pratiques, c'était l'embaras du choix : l'alliance russe déjà prônée par Lamartine ; la séparation de l'Église et de l'État, acceptée par le pape et l'archevêque de Paris dans un premier moment d'émoi, en 1848. Renard citait d'autres exemples concernant les instituteurs, les chemins de fer, le service de deux ans, le régime légal du travail, la création d'un ministère du travail, l'arbitrage obligatoire entre patrons et ouvriers, le minimum de salaire, l'assurance mutuelle et obligatoire contre l'incendie, le repos hebdomadaire, les États Unis d'Europe évoqués dans le *Moniteur*, dès le 28 février 1848. Rêves ou inventions ?
- 17 En groupant sous quatre chefs les matières sociales pour la commodité de leur étude, G. Renard, sous celui de l'évolution géographique et économique, place la surpopulation et la peur qu'elle suscite, l'enquête agricole et industrielle, les ateliers nationaux, les associations ouvrières
- 18 Sous celui de l'évolution politique la peur des ouvriers en 1848, et des rouges en 1851, les premières applications du suffrage universel, la campagne des banquets, les déportations de juin et de décembre, des travaux étaient en cours sur Blanqui, Herwegh, Barbes, Leroux, Fourier, sur le ministre Marie (Cherest), sur Louis Napoléon avant l'Empire (Thirria), sur Montatembert (le père Lecanuet). Un vent de résurrection soufflait pour 1848 : on s'interrogeait sur l'ajournement de la proposition Carnot relative a l'instruction gratuite et

- obligatoire, les lectures du soir renaissaient ; 1848 en Europe marquait l'entrée en scène définitive des masses populaires désormais à l'ordre du jour du XX^e siècle.
- 19 Quant à l'évolution religieuse, dans le rapprochement entre l'Église et la bourgeoisie ou le détachement du socialisme par rapport à la religion, le grand tournant paraissait se situer en 1848.
- 20 L'examen de l'évolution intellectuelle et morale montrait que "ce qui est vaincu, honni, c'est l'idéalisme au lendemain d'une époque où les utopies ont foisonné. Le triomphe du réalisme en tout domaine, l'infiltration, puis la domination brutale de cet esprit nouveau dans la vie, le théâtre, la philosophie, le roman, la poésie même, comme dans la peinture et la musique", s'expriment dans la violence des polémiques, et Renard concluait que le progrès scientifique paraissait avoir eu pour pendant le fléchissement des mœurs et du caractère.
- 21 La nouvelle Société se mit aussitôt à l'ouvrage, menant une activité laborieuse et discrète, sans guère d'incidents. À l'ordre du jour de ses réunions d'études figurent des questions de l'actualité du moment comme celle des chemins de fer ou de la décentralisation politique. Ses conférences se tenaient au Collège libre des sciences sociales.
- 22 Elle s'efforça de suivre dans différents pays les échos de la révolution de 1848, ses sourds contrecoups en Russie, les journées rouges en Bohême, son influence sur Ibsen en Norvège et sur la jeunesse en Serbie en Italie, la Société française se découvrait une émule et une alliée dans la *Società per lo studio del Risorgimento*, fondée en 1908. Dans l'Europe de 1913 c'était des "légions" de chercheurs qui étaient à l'œuvre sur le mouvement de 48².
- 23 La "Bibliothèque de la Révolution de 1848", créée en 1907, consacra son premier volume aux procès-verbaux du Comité des Travailleurs, le second aux Mémoires de l'ouvrier François Leblanc, le troisième, à "Victor Considérant, son Œuvre" puis parurent jusqu'en 1914, l'"Histoire politique de Lyon" par François Dutacq, les ouvrages d'Henri Vlonin sur D. Bancel, de Victor Fleury sur le poète George Herwegh et de Robert Pimienta sur la propagande bonapartiste.
- 24 Depuis 1907, un banquet annuel réunissait les sociétaires, se terminant souvent par des chansons quarante-huitardes. La guerre le suspendit. En 1909, de concert avec la Bibliothèque de la Ville de Paris, une "Exposition de Paris en 1848" organisée par la Société fit suite, rue Sévigné, à celle de "Paris du temps des Romantiques" due à Marcel Poète. Cependant, le musée de "48" alors projeté attendra longtemps ; à la veille de la guerre, Camille Bloch, alors trésorier de la Société, tenta la création d'un Musée de la Défense Nationale centre sur la guerre de 1870, avec une salle pour les révolutions nationales en Europe³.
- 25 De 1904 à 1914, le bulletin traite des événements, principalement de 1848 à 1851, en insistant sur les personnages qui y ont été mêlés, sur les correspondants et autres sources dont Pierre Caron faisait le recensement systématique. De Buonarrotti au comte de Chambord, de Manuel à Lesseps, de ministres comme Léon Faucher ou Carnot aux historiens comme Henri Martin et Villemain ou à un économiste comme Léon Walras et au chimiste Marcellin Berthelot, on ne saurait citer tous ceux qui sont étudiés ; cependant, si peu de socialistes manquent à la liste, sont omis les ouvriers, leurs principaux militants et ces "masses" que la société mettait à son programme : quoique membre de la Société, l'inspecteur du travail Octave Festy, initiateur des travaux sur le mouvement ouvrier proprement dit, ne publie rien dans le bulletin et l'œuvre de Renard sur l'histoire du travail à Florence ne fit pas école.
- 26 Tout au plus est démantelée la légende sur la responsabilité de Louis Blanc dans la formation des Ateliers Nationaux. Pourtant, Gustave Geffroy aborde les journées de Juin dès le premier numéro, également consacré à l'apparition du socialisme en Angleterre, avec un article d'Édouard Dolléans. Le bulletin s'intéressait toujours plus aux révolutions du XIX^e siècle en Europe --de la Belgique à l'Italie, de la Bohême à la Pologne et avec la guerre mondiale à l'Allemagne,

27 La vie politique et sociale des départements est, comme prévu, le thème principal des travaux de la Société, quoique l'enquête industrielle et agricole de 1848 ne soit encore guère mise à contribution, sauf pour le département du Nord, -- ce qui valut à l'auteur, de la part au jury de thèse, le reproche d'expliquer la révolution par la conjonction de la crise vinrent aussitôt le confirmer. S'il n'avait pas adhéré à l'Internationale d'Amsterdam, Renard avait pris le recul nécessaire à une observation aussi bien politique qu'historique, comme sa coopération avec le journaliste Henry Michel l'indique ; ses rapports avec Romain Rolland le tenaient informé des initiatives révolutionnaires en Europe.

La Société entre les deux guerres

28 L'Assemblée générale de 1919 institua des délégués de la Société à l'étranger, grâce à diverses initiatives :

29 --Depuis 1912 membre donateur, James Hyde, attaché à la diffusion de la culture française aux États-Unis, fut admis en 1917 au Comité Directeur ;

30 --En 1916, un collaborateur de la Revue Historique adhéra à la Société :

31 Stanislas Posner, avocat à la Cour de Varsovie, obtint, en 1918, d'insérer dans notre périodique un "bulletin polonais" qui amena, début 1919, l'adhésion collective à la Société d'une réunion d'historiens polonais ;

32 --Au même moment, le professeur Wilmotte, de l'Université de Liège et secrétaire général du Comité d'Entente franco-belge, s'entendait avec la Société pour fonder à Bruxelles une Société d'Histoire de la Révolution de 1830 qui devait avoir pour organe le même bulletin que la Société de 1848.

33 --Délégué en 1917 à La Chaux-de-Fonds, Henry Moisset y fit huit conférences sur le Mouvement des Nationalités, dont deux sur la question polonaise en la liant à la "Fédération Européenne" --présentée comme une idée française de 1830 à 1848, bien que Henri IV l'ait déjà mise en avant et que, une fois à Sainte Hélène, Napoléon l'ait reprise. La Société Pédagogique Neuchâteloise, qui l'avait accueilli, appelait au renouvellement de cette délégation.

34 --Ernest Denis, professeur à la Sorbonne et l'un des fondateurs de la Société, considéré comme un actif artisan de la résurrection nationale en Tchécoslovaquie, fit à Prague en automne 1919, un voyage fécond pour les relations entre historiens d'Europe ; sa mort l'interrompit.

35 La Société autorisa, en 1919, son comité à organiser des ententes avec les sociétés historiques étrangères. L'article 19 des statuts fut ainsi conçu :

36 "Le comité peut désigner parmi les membre de la Société des délégués et des délégués adjoints à l'étranger". Par suite furent désignés, outre les correspondants précités, M. de Boer, professeur à l'Université d'Amsterdam, et Mlle Despréaux, directrice du lycée français de jeunes filles de Riga.

37 En nombre, des étrangers --y compris des étudiants chinois à Paris-- adhèrent ou collaborèrent au bulletin, décidément ouvert au monde, non sans rapport avec le mouvement pour la Société des Nations. Mais cette ouverture souffrit d'un désaccord entre historiens Flamands et Wallons, de l'absence de moyens pour obtenir des universitaires à l'étranger de la continuité dans leur collaboration, des dépréciations monétaires qui vinrent gêner la rentrée des cotisations demandées à ces universitaires, comme des difficultés financières en France.

38 De tous ces efforts en direction des autres pays, il demeura un développement très net des études les concernant, que l'on peut chiffrer.

39 Un classement par thèmes des études, chroniques et autres matières du bulletin de 1919 à 1940 permet ce décompte :

Histoire d'autres pays	24
Travaux sur les départements	23
Économie sociale	03
Économie, industrie	04

Chansons et poésies	14
Histoire littéraire, artistes	57
musiciens, caricaturistes	10
Finances	04
Administration	03
Paysans	03
Hommes politiques	08
Monarques et princes	10
Socialistes	08
Révolutionnaires	08
Icariens, colonies sociétaires	08
Cultes	11
Enseignement	08
Féminisme	04
Santé publique	01
Ouvriers	09
Colonisation	06
Armée et guerre	11
Politique étrangère	02
Partis, élections, lois électorales, banquets	06
Presse	08
Coups d'état, complots	07
Insurrections	11

- 40 La méthodologie et la recherche des sources ne donnent lieu qu'à la publication de trois études particulières. monarchie de Juillet. Seconde République, Second Empire monopolisent presque toutes l'attention, les autres régimes n'étant abordés qu'une dizaine de fois, et la Commune deux fois. Il est rare que, sauf à propos de "L'Esprit de 1848", les travaux (onze au total) s'élèvent soit à des généralités, comme la politique de paix du gouvernement provisoire, soit à des questions d'ordre culturel, telles les fêtes populaires et cérémonies, alors que les chansons quarante-huitardes restent fort prisées.
- 41 Si cette production est abondante --le double de celle de 1904 à 1919-- et bien que les études sur les événements et les personnages politiques soient nettement en régression par rapport à l'avant-guerre, elle paraît assez timide par rapport aux orientations contemporaines de François Simiand --qui a succédé à Georges Renard à la chaire d'histoire du travail du Collège de France-- ou de Lucien Fèvre et Marc Bloch.
- 42 Les recherches en direction des départements ont amené à la Société un grand nombre d'enseignants résidant en province, plutôt du secondaire et du primaire ; collaborateurs et adhérents venant des archives départementales ont suivi l'impulsion donnée de Paris par d'éminents archivistes, mais sauf Charles Schmidt, ces derniers s'attachent maintenant aux documents produits par une actualité plus récente que ceux de 1848. Les derniers quarante-huitards ne sont plus et leurs descendants se sont disséminés.
- 43 Dans le maintien de la "Société de tradition", des journalistes comme Gabriel Perreux, G. Vauthier ou Alexandre Zévaés prennent la relève et assurent à ses publications toute la qualité qui caractérisait encore la Presse malgré ses divisions politiques.
- 44 Si Renard a réussi à obtenir de la Société toute l'attention que méritait l'histoire des autres pays, comme des départements, l'orientation méthodologique qui lui était propre --sur l'histoire économique et sociale, la démographie-- n'avait pas fait école au sein de la Société. Pourtant, le banquier Paul Raphaël, secrétaire général depuis 1922, rappelait lors d'une cérémonie à la mémoire de Renard en novembre 1930, que son maître "avait su mettre

en lumière l'importance des phénomènes économiques, sans négliger le facteur idéaliste et les passions humaines”.

45 Lors de ses quatre-vingts ans en 1927, elle s'était bien réduite, l'équipe qui l'entourait en 1904, quand étaient là autour de leur “archicube” Renard, promotion 1867, non seulement Aulard et Debidour, combattants comme lui ou Georges Weulersse, son neveu, en 1870 au 7^e mobile de la Seine, mais aussi Lucien Herr, Simiand, M. Croiset, Roger Picard, E. Thiebaut, Albert Thomas, Jean Jaurès, Pierre Paraf ou Camille Bougie : “Vous avez trouvé le moyen d'allier l'esprit normalien à l'esprit de 1848”, comme ce dernier le définissait.

46 Selon le résumé que fait Renard de l'œuvre accomplie, non seulement elle avait détruit bon nombre de légendes trop souvent colportées mais elle a eu le mérite de décentraliser l'histoire de l'époque étudiée : “Nous avons, sans négliger Paris, restitué à la province la place à laquelle elle a droit, suscité des travaux, déclenché des enquêtes sur les événements qui s'y sont passés, sur le mouvement des esprits qui s'y est produit. Nous avons étendu nos investigations à l'étranger et jeté quelque lumière sur les pays les plus divers : l'Allemagne, la Bohême, la Hongrie, la Serbie, la Pologne, la Russie, les pays Scandinaves, l'Italie, les États-Unis”.

47 Répétant un mot d'Aulard, “nous avons rendu des services non seulement scientifiques mais civiques”, affirme Renard. Civisme qui reste celui qui l'avait conduit jadis auprès du délégué à la guerre. Rosse ! , puis à la direction de la Revue Socialiste où il succédait à Benoît Malon et qui lui permettrait d'éclairer “ce qui fut pour l'Europe entière une Révolution-mère, grosse d'idées et de réformes qui entrent peu à peu dans les mœurs et les lois”.

48 Renard décédé, une nouvelle équipe était mise en place puisqu'il avait pris soin de préparer la relève : son ami et voisin rue Meslay, P. Raphaël, était à son tour “l'âme” de la Société, présidée par Justin Godard, député radical des ouvriers de Lyon et chevalier de l'ordre de Malte, plusieurs fois ministre. Depuis son arrivée à Paris en 1925, la rédaction du bulletin était confiée à A. M. Gossez, historien de la Seconde République dans le département du Nord, où son aïeul Bianchi avait été le premier conseiller général élu des ouvriers des caves de Lille ; secrétaire général de la Société des Écrivains de Province, on pouvait être sûr qu'il continuerait d'encourager les recherches d'histoire locale et régionale.

49 Depuis 1927 où, comme beaucoup d'autres sociétés savantes, elle avait été arrêtée dans son effort par les difficultés financières, la Société bénéficiait de subventions du Ministère de l'Instruction publique, du Conseil Municipal de Paris et du Conseil général ; son trésorier depuis 1918 était le

50 directeur du Crédit municipal de Paris Adam Flocon, fils du membre du gouvernement provisoire Ferdinand Flocon ; son collègue Marcel Pain le remplaça de 1930 à 1940 --ce qui assura une excellente gestion financière et quelques ressources supplémentaires que Robert Perotin, également fonctionnaire, sut maintenir jusqu'à son départ en 1951 du Mont-de-Piété.

51 Parmi les vices-présidents de cette époque, on peut distinguer Jules-Louis Puech, l'auteur de la thèse sur Flora Tristan qui reste la base de tous les travaux sur l'illustre féministe ; avec Madame Puech, née Henneguy, l'une des petites-filles de Proudhon, et Georges Dureau, il collaborait à l'édition par la librairie Marcel Rivière, et sous la direction de C. Bougie des œuvres complètes de Proudhon ; occasion en février 1936 d'un important débat devant la Société sur l'attitude de Proudhon vis-à-vis de Louis Bonaparte. Entré au comité en 1932, Félix Ponteil, qui publiait dans le bulletin des études sur la crise et l'agitation ouvrière de 1847 en Alsace accéda à la vice-présidence quand sa nomination à l'Université de Strasbourg survint. Vice-président de 1921 à 1940, le sénateur Aimé Berthod, en 1933 pendant son ministère à l'Instruction publique, obtint pour la Société la reconnaissance d'utilité publique par un décret du 14 avril.

52 Cette consécration pour l'œuvre accomplie --complétée par une présentation des publications de la Société à l'Exposition Universelle de 1937-- doit beaucoup aux auteurs des comptes rendus, raison d'être d'une revue véritable, à Georges Renard d'abord, avec 78 chroniques

bibliographiques, puis à Victor Chazelas (20), à A. M. Gossez (54), à P. Raphaël (19) et à J.-L. Puech (21) mais une trentaine d'autres historiens les y aidèrent occasionnellement. À la faveur du mouvement populaire de 1936, les ouvrages portant sur le monde ouvrier et la situation économique et sociale attirent les comptes rendus : *L'histoire du mouvement ouvrier* de Dolléans, par exemple. *La Guerre de 1870* et la *Commune* de G. Bourgin, ou *Le siège de Paris* de G. Duveau, ainsi que *La Chouannerie de 1832* du Dr Paul Delaunay bénéficient d'un attrait qui fait le succès des études publiées dans le bulletin, de François Rude sur "L'Insurrection ouvrière de Lyon en 1831 et le rôle de Pierre Charnier", de G. Duveau sur la Pensée ouvrière en 1848 en matière d'instruction, de A. M. Gossez relatif à la situation sociale de l'ouvrier lillois du textile autour de 1848 ou de Marie-Madeleine Kahan-Rabecq sur la crise des subsistances dans le Haut-Rhin à la veille de la Révolution de 1848 suivie d'un compte rendu, par Puech, de sa thèse sur l'Alsace économique et sociale sous le régime de Juillet.

53 Les chansonniers ouvriers retrouvent une audience : le dessinateur Gilbert Randon, de Lyon, l'ouvrier-poète Gabriel Cauny et Jean-Baptiste Clément. "À l'Avenir", chanson d'un proscrit de Décembre, Louis Collin, est éditée ainsi que la consultation de l'avocat Eugène Delattre sur les dommages-intérêts aux victimes du 2 décembre, avec une étude de R. Gossez, dernière publication du bulletin de 1940.

54 La Belgique et Delescluze sont l'objet de recherches de Marcel Dessal ; le bulletin n'omet pas les républicains allemands et Arnold Ruge, dont paraît un inédit de 1855, sur "Paris et Saint-Petersbourg", grâce à Victor Fleury et à M. F. Rude qui s'attache aux réfugiés allemands à Besançon sous la Seconde République.

55 En 1940, Victor Fleury consacre un dernier travail aux idées politiques de Lassalle et de Marx, précédé d'un compte rendu par Raphaël sur l'ouvrage de Suzanne Gugenheim "Madame d'Agoult et la pensée européenne de son époque" ; Gabriel Monod venait de publier sa biographie de Daniel Stern, non sans que Puech en rende compte.

56 Par une sorte de transposition dans le passé, la Société de la Révolution de 1848 et des Révolutions du XIX^e siècle montrait une évidente sensibilité à l'histoire en train de se faire.

99
69

* * *

Nous publions, à la suite de l'article de R. Gossez, des extraits des statuts de 1904, et de ceux de 1933, ainsi que la liste du premier Comité directeur et des membres fondateurs.

65 Pourquoi ne pas le dire ? Ce n'est pas sans émotion que l'on trouve rassemblés côte à côte les noms de J. Jaurès, H. Brisson, A. Fallières, A. Millerand, L. Blum, R. Poincaré, J. Reinach, mais aussi d'écrivains comme A. France, R. Rolland, *etc.* et de très nombreux universitaires.

82

Statuts (1904)

67 TITRE 1 Objet de la Société

68 ARTICLE PREMIER. -- II est institué une Société d'Histoire de la Révolution
69 de 1848.

70 ART. 2. -- L'objet de la Société est de grouper les personnes qui, en tous pays, s'intéressent
dans un esprit démocratique à l'histoire de cette époque, soit en France, soit à l'étranger, et
d'en organiser l'étude scientifique.

71 ART. 3. -- La Société fera office de bureau d'information pour les historiens qui s'occupent
de cette époque.

72 ART. 4. -- La Société aura pour organe une publication périodique, qui fera connaître ses
travaux et sera envoyée à tous ses membres.

73 Voici maintenant la composition du Comité directeur :

74 MM. A. AULARD, professeur à l'Université de Paris ; Pierre BAUDIN, député, ancien
ministre ; Mme Paul BERT ; MM. Camille BLOCH, inspecteur général des Bibliothèques
et des Archives ; Henri BRISSON, président de la Chambre des députés ; Ad. CARNOT,

membre de l'Institut, directeur de l'École des mines ; Pierre CARON, archiviste aux Archives nationales ; S. CHARLETY, professeur à l'Université de Lyon ; Armand DAYOT, inspecteur des Beaux-Arts ; A. DEBIDOUR, inspecteur général de l'Instruction publique ; E. DEJEAN, directeur des Archives ; E. DENIS, professeur à l'Université de Paris ; L. DESCAVES, homme de lettres ; A. ESPINAS, professeur à l'Université de Paris ; M. FALLIERES, président du Sénat ; FERDINAND-DREYFUS, avocat, ancien député ; Maurice FAURE, sénateur ; Mme Charles FLOQUET ; MM. Anatole FRANCE, de l'Académie française ; G. GEFFROY, homme de lettres ; Ch. GIDE, professeur à l'Université de Paris ; Jean JAURES, député ; E. LEVASSEUR, membre de l'Institut, administrateur du Collège de France ; L. LIARD, membre de l'Institut, vice-recteur de l'Académie de Paris ; Henry MICHEL, professeur à l'Université de Paris ; A. MILLERAND, député, ancien ministre ; Général PEDOYA, ancien commandant de corps d'armée ; Georges RENARD, professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers ; Ph. SAGNAC, professeur adjoint à l'Université de Lille ; Ch. SCHMIDT, archiviste aux Archives nationales ; Ch. SEIGNOBOS, maître de conférences à l'Université de Paris.

75 Ce Comité directeur, convoqué le 29 février, composait son bureau ainsi qu'il suit :

76 MM. Ad. CARNOT, président.

77 A. AULARD, Maurice FAURE, A. MILLERAND, vice-présidents.

78 H. MICHEL, secrétaire général.

79 P. CARON, secrétaire général adjoint.

80 G. RENARD, rédacteur en chef du Bulletin de la Société.

81 C. BLOCH, trésorier.

82 La Société a été, conformément à la loi, inscrite au Journal officiel.

84 Il ne reste plus, pour achever ce rapide historique de sa naissance, qu'à donner la liste de ses membres à la date du 25 avril, jour où cet article a été remis à l'imprimeur.

ADAM-FLOCON	75, rue Caulaincourt, Paris.
ALENGRY	inspecteur d'Académie, à Limoges (Haute-Vienne).
ALLIER (R.)	282, boulevard Raspail, Paris.
AMANIEUX (Marc)	Le Ray (Dordogne).
ARAGO (François)	18, rue d'Enghien, Paris.
ARNAUD	professeur au lycée, Aix (Bouches-du-Rhône).
AULARD (A.)	1, place de l'École, Paris.
BARBES (Armand)	75, rue Saint-Jacques, Paris.
BARDOUX (Jacques)	23, rue Montaigne, Paris.
BAUDIN (Pierre)	81, rue Taitbout, Paris.
BAYET (Albert)	37, quai des Grands-Augustins, Paris.
BERR (Henri)	2, rue de Villebois-Mareuil, Paris.
BERT (Mme Paul)	12, avenue Carnot, Paris.
BLOCH (Camille)	3, rue Donizetti, Paris.
BLUM (Léon)	38, rue du Luxembourg, Paris.
BLUM (Simon)	41, rue des Écoles, Paris.
BOURDE	22, boulevard Flandrin, Paris.
BOUILLY-LEMAIRE	à Verdun (Meuse).
BOURGEOIS (Léon)	5, rue Palatine, Paris.
BOURGIN (Hubert)	2, rue du Mont-Capron, Beauvais (Oise).
BOURGIN (Georges)	18, via del Maccherino, Rome (Italie).
BRETTE (Armand)	59 bis, rue Rochechouart, Paris.
BRISSON (Henri)	président de la Chambre des Députés, q. d'Orsay, Paris
BRUNET (Maurice)	16, rue des Courtines-Saint-Gervais, Paris.
BRUNSCHWIG	22, villa Dupont, Paris.
BULOT	12, rue Decaen, Paris.

BUREAU (Paul)	33, rue du Cherche-Midi, Paris.
CAHEN (Georges)	49 bis, avenue d'Antin, Paris.
CAHEN (Léon)	43, rue Saint-Pétersbourg, Paris.
CALVET	72, boulevard de Strasbourg, Paris.
CARNOT (Adolphe)	60, boulevard Saint-Michel, Paris.
CARON (Pierre)	24, rue des Boulangers, Paris.
CHAMBON	bibliothécaire de l'Université, Paris.
CHARLETY (S.)	4, quai de la Cuillotièrre, Lyon (Rhône).
CHARRAS (Mme)	1, rue Bayard, Paris.
CLARETIE (Jules)	115. boulevard Haussmann, Paris.
CORCELLE	3, route de Lyon, Chambéry (Savoie).
CORDA	docteur en droit.
CORNELY	101, rue de Vaugirard, Paris.
COUCHEROND (Mlle Sarah)	20, rue Chaudron. Paris.
COYECQUE	20, avenue Reille, Paris.
CROS	rue Cail, Paris.
DAYOT (Armand)	8, boulevard Flandrin, Paris.
DEBIDOUR (A.)	7, rue Nicole, Paris.
DEJEAN (Et.)	60, rue des Francs-Bourgeois, Paris.
DELBET	2, rue des Beaux-Arts, Paris.
DENIS (E.)	44, rue de Fontenay, Sceaux (Seine).
DENNERY (Armand)	31, quai Bourbon, Paris.
DEPASSE (Hector)	11, villa du Roule, Neuilly (Seine).
DESCAVES (Lucien)	46, rue de la Santé, Paris.
DOLERIS (Dr)	20, boulevard de Courcelles. Paris.
DREYFUS (Robert)	8, rue Cadet. Paris.
DREYFUS-BRISAC (Ed.)	6. rue de Tocqueville, Paris.
DUBOIS	professeur au lycée, Alençon (Orne).
DUGUE	10, rue Victor-Hugo. Les Aydes (Loiret).
DUMOULIN (M.)	59, route d'Ecquevilly, Les Mureaux (Seine-et-Oise).
DUPUY (Ernest)	2, avenue de Montsouris, Paris.
DUPUY (Pierre)	18, rue d'Enghien, Paris.
DUSSOLIER	sénateur, au Palais du Luxembourg, rue de Vaugirard, Paris.
DUVAL (H.)	1, rue du Plat, Lyon (Rhône).
DUVAND (A.)	3, place Vintimille, Paris.
EICHTAL (Eug. d')	144. boulevard Malesherbes, Paris.
ESPINAS (A.)	84, rue du Ranelagh. Paris.
FALLIERES	président du Sénat, au palais du Luxembourg, Paris.
FAURE (Fernand)	79, rue Mozart, Paris.
FAURE (Maurice)	9 bis. boulevard Montparnasse, Paris.
FAURE (Paul)	115, boulevard Saint-Germain, Paris.
FELDMANN (Arm.)	11, rue de Penthièvre. Paris.
FERDINAND-DREYFUS	98, avenue de Villiers. Paris.
FERRY (Gustave)	à Lexy (Meurthe-et-Moselle).
FESTY (O.)	36, rue Vaneau. Paris.
FINOT (Jean)	12, avenue de l'Opéra, Paris.
FLOQUET (MME Ch.)	19, rue de Lille, Paris.
FLOCON (Ferd.)	57, rue Caulaincourt, Paris.
FONTAINE (Arthur)	2, avenue de Villars, Paris.
FORMENTIN	31, rue Franklin. Paris.

FOURNIERE (Eug.)	119, rue Caulaincourt, Paris,
FRANCE (Anatole)	5, villa Saïd, Paris,
GAISMAN (Alb.)	23, avenue de Noailles. Lyon (Rhône).
GAUTIER (Jules)	10, quai des Célestins, Paris.
GEFFROY (Gust.)	210, boulevard Pereire, Paris.
GENET	9, rue Gassendi, Paris.
GIDE (Ch.)	141. rue de la Tour, Paris.
GLOTZ	73, rue du Cardinal-Lemoine, Paris.
G0INEAU (A.)	56, rue Cay-Lussac. Paris.
GOSSEZ	professeur à Montivilliers (Seine-Inférieure).
GOUDCHAUX	26, avenue de la Grande-Armée, Paris.
GREARD (O.)	30, rue du Luxembourg, Paris.
GROS (Ch.)	professeur au lycée de Chaumont (Haute-Marne).
GROS	au Ministère de la Guerre, Paris.
HALEVY (E.)	8, quai de la Mégisserie. Paris.
HARDOUIN	à la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne).
HAVET (Mme Louis)	5, avenue de l'Opéra, Paris.
HERR (L.)	11, rue du Val-de-Crâce, Paris.
HUC	directeur de la Dépêche de Toulouse, 57, rue Bayard, Paris.
JAUBERT	13, rue de Beaune, Paris.
JAURES (Jean)	7, avenue des Chalets, Paris.
Jeunesse laïque de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne)	représentée par M. Louis BERTRAND, avenue d'Eysses, à Villeneuve-sur-Lot.
JOUSSELIN	22, avenue Jules-Janin, Paris.
KAHN (Émile)	183, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris.
KAPFERER (Louis)	à Neuilly (Seine).
KLEINE	9, avenue de la Bourdonnais, Paris.
LACOMBE	5, avenue de Saint-Mandé, Charenton (Seine).
LACROIX (Mme)	Le Val-André, par Pléneuf (Côtes-du-Nord).
LATERRADE	77, boulevard Saint-Michel. Paris.
LAURENT	à Reims (Marne).
LAZARD (R.)	18, rue de Berry, Paris.
LECOMTE (G.)	54, rue de Prony, Paris.
LEVASSEUR (Em.)	administrateur du Collège de France, Paris.
LEVY (Roger)	24, rue de la Banque, Bar-le-Duc (Meuse).
LEVY-BRUHL	7, rue Lincoln, Paris.
LEVY-SCHNEIDER	121, rue Pierre-Corneille, Lyon (Rhône).
LIARD (L.)	vice-recteur à la Sorbonne, rue des Écoles, Paris.
Ligue des Droits de l'Homme	section d'Angoulême (Charente).
LISBONNE (René)	87, boulevard Saint-Michel, Paris.
LOUIS (Paul)	45, boulevard Magenta, Paris.
LUCIPIA	avenue de l'Asile, Villejuif (Seine).
LYON-CAEN	13, rue Soufflot, Paris.
MAILLEFERT	professeur à l'Université de Lausanne (Suisse).
MALET (Albert)	79, rue Claude-Bernard. Paris.
MANTOUX (Paul)	39, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris.
MARGUERITTE (Paul)	7, boulevard Beauséjour, Paris.
MARCUERITTE (Victor)	80, rue de Passy, Paris.
MATHIEZ (Albert)	32, rue du Costil-Saint-Julien, Caen (Calvados).
MICHEL (Henry)	79, rue Jouffroy. Paris.

MILHAUD (Albert)	52, boulevard Alexandre-Martin, Orléans (Loiret).
MILLERAND (A.)	2, avenue de Villars. Paris.
MONIN (H.)	2, rue Alfred-Stevens. Paris.
MONOD (Aug.)	professeur au lycée Montaigne, Paris.
MONTIER (A.)	46, rue Notre-Dame-du-Pin. Pont-Audemer (Eure).
MOULINIER	17, rue Montalembert. Angoulême (Charente).
MOYSSET (Henry)	6, rue de Commailles, Paris.
NECTOUX	secrétaire général de la Préfecture, Moulins (Allier).
OSSIP-LOURIE	136, rue d'Assas, Paris.
PALLAIN	gouverneur de la Banque de France, Paris.
PARFAIT (Noël)	164, rue de Bécon. Courbevoie (Seine).
PARISET	26, rue Cambon, Paris.
PECHENARD (Mgr)	recteur de l'Institut catholique, rue de Vaugirard, Paris.
PEDOYA	(Général).
PELLISSIER (Léon-G.)	villa Leyris, Montpellier (Hérault).
PERROUD	recteur de l'Académie, Toulouse (Haute-Garonne).
PILLASTRE	13, rue de l'Abbaye, Paris.
POINCARÉ (R.)	26, avenue des Champs-Élysées, Paris.
POULET (Henry)	au Palais de l'Élysée, faubourg Saint-Honoré, Paris.
POUVILLON (Émile)	à Montauban (Tarn-et-Garonne).
PREVOT	4, rue Papillon, Paris.
PRUDHOMME	11, rue Bourdaloue, Nîmes (Gard).
PUAUX (Franck)	11, avenue de l'Observatoire, Paris.
RAUH	4 bis, rue d'Ulm, Paris.
REINACH (Joseph)	6, avenue Van-Dyck, Paris.
RENARD (Georges)	32, rue Meslay, Paris.
REVON	professeur au Collège de France.
ROLLAND (Romain)	162, boulevard Montparnasse, Paris.
ROTH	9 bis, avenue Cambetta, Saint-Mandé (Seine).
RUFFY	directeur du bureau international de l'Union postale à Berne (Suisse).
SAGNAC (Ph.)	11, place Simon-Volland, Lille (Nord).
SAINTE-CROIX (Camille de)	77, rue du Bac, Paris.
SALOMON (Mlle)	10, rue de Condé, Paris.
SARRAUT (Albert)	27, boulevard Latour-Maubourg, Paris.
SARRAUT (Maurice)	2, square Labruyère, Paris.
SCHMIDT (Ch.)	109, avenue de Neuilly, Neuilly (Seine).
SCHNEIDER	9, quai de l'Hôpital, Lyon (Rhône).
SCHNEIDER	15, Sonnenweg, Bale (Suisse).
SCHËN (F.)	11, rue d'Uzès, Paris.
SEE (Camille)	65, avenue des Champs-Élysées, Paris.
SEIGNOBOS (Ch.)	6, rue Dante, Paris.
SELIGMAN	5, avenue Montaigne, Paris.
TARBOURIECH	19, rue du Sommerard, Paris.
THALAMAS	3, rue de Limoges, Versailles (Seme-et-Oise).
THOMAS (Albert)	15, avenue de Brétigny, Champigny (Seine).
TOITON (l'abbé)	7, avenue des Gobelins, Paris.
TRUCHY	7, boulevard Thiers, Dijon (Côte-d'Or).
VERGNES	professeur au lycée, Montauban (Tarn-et-Garonne).
VICOUROUX	39, avenue Rapp, Paris.
VILLEMAGNE	secrétaire de la mairie de Saint-Thibéry (Hérault).

WEULERSSE	20, rue de la Terrasse, Paris.
WIRIATH	professeur au collège Chaptal, Paris.
WYROUBOFF	20, rue Lacépède, Paris.
ZABLONDOWSKI (Léon)	43, rue de la Harpe, Paris.
ZABLONDOWSKI (Zoé)	43, rue de la Harpe, Paris.

87

Statuts (1933)

88 But et composition de l'association

89 Article Premier

90 L'Association dite "Société d'Histoire de la Révolution de 1848", fondée en 1901, a pour but de grouper les personnes qui, en tous pays, s'intéressent à l'histoire de cette époque et en général à tous les mouvements politiques et sociaux à partir du XIX^e siècle.

91 Elle en organise l'étude et en fait office de bureau de renseignements. Sa durée est limitée.

92 Elle a son siège social à Paris.

Notes

1 *Ce que fut la Commune en 1871*, par Georges Renard, ancien attaché de cabinet du Délégué à la Guerre de la Commune, Rossel.

2 Rapport à l'assemblée de la Société, en 1913, par Henry Moysset. Nouveau secrétaire général, il est bientôt mobilisé puis, en 1917, il est nommé au Comité Français d'Action à l'étranger ; auteur d'études sur l'Allemagne, dans le bulletin en particulier, il énonce, dans son rapport de février 1917 : "Le triomphe de la Justice et du Droit aura pour conséquence un plus libre développement des diverses nationalités, ce qui était un des buts des hommes de 1848 [...] Les socialistes qui avaient en partie abandonné la tradition idéaliste des démocrates de la Seconde République, tendent à y revenir". En 1918, il devint chef du cabinet civil du ministre de la Marine.

3 En 1918, chargé de l'organisation de la Bibliothèque-Musée de la Guerre, il dut laisser la trésorerie à Adam-Flocon ; on retrouvera, en 1946, le frère de Marc Bloch, quand, vice-président de la Société, il entreprit de fédérer les sociétés historiques pour leur permettre de renaître.

Pour citer cet article

Référence électronique

Rémi Gossez, « Éléments pour un historique de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle 1904-1940 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 1 | 1985, mis en ligne le 20 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index2.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Licence portant sur le document : Tous droits réservés